1,5 € - N°62 4 mars 2016

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

Travailler plus, gagner moins et licencier plus facilement

RETRAIT DE LA RÉFORME EL-KHOMRI

LYCÉENS, ÉTUDIANTS, CHÔMEURS ET SALARIÉS

TOUS ENSEMBLE DANS LA RUE

NPA

Affiche NPA Jeunes

Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

à

L'Anticapitaliste

L'HEBDO

Notre presse n'est financée par aucune publicité et nos moyens financiers sont très limités…

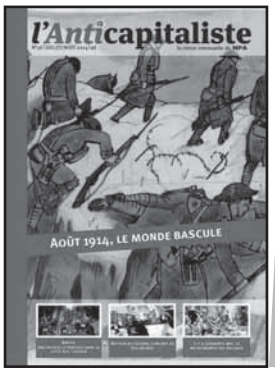
C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Voir les tarifs ci-dessous.

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

LE MENSUEL



Actuellement, profitez d'une offre promotionnelle :

Pour 10 euros : abonnement de 3 mois à l'hebdo + 1 numéro du mensuel en cadeau

Voir sur le site www.npa2009.org

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom:_____ Prénom:_____

Apt, Esc, Bat : _____

N°:_____ Rue : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo *L'Anticapitaliste*	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3

Nos vies, pas leurs profits p.4-7

- Profits et licenciements à Sanofi
- Tribune d'AC! Gironde
- Convention chômage ardue
- Ford, ça devient difficile de manifester !
- Dassault, ça plane pour les actionnaires
- Libourne, mobilisation au lycée Max Linder
- Non à l'état d'urgence

Transports p.8-9

- La SNCF supprime des TER… par manque de conducteurs ?
- Contre la libéralisation et la concurrence, transports publics et gratuits !
- La Région déboutée face à un bus « Macron »
- La LGV SEA malade des embrouilles financières

Internationalisme p.10

- Solidarité avec le peuple kurde

Santé p.11

- « Insalubre », « lamentable », le Tripode malade des restrictions budgétaires
- Clinique Pont de Chaumes, un militant attaqué par la justice

Ecologie p.12-13

- Pesticides : un des poisons du capitalisme
- Gare St Jean, 34 ouvriers surexposés et contaminés au plomb
- Crise agricole en Gironde

A voir, à lire p.14-15

- *Merci patron !*, de François Ruffin
- Une «big-conf» réussie contre la violence au travail
- *L'école des colonies*, de Didier Daeninckx
- *La servante et le catcheur*, de Horacio Castellanos Moya

Féminisme p.16

- Le Planning Familial fête ses 60 ans

Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif «soutien» avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse :_____

Code postal : _____ Ville : _____

ANTICAPITALISTES !
CPPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867
Directeur de publication : François Minvielle
NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX
07 83 64 43 49
Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau
23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

Loi Travail : ni négociable, ni amendable !

Valls a donc été contraint d'annoncer le report de deux semaines de la présentation du projet de loi au Conseil des ministres, prétendant vouloir prendre du temps pour « discuter » avec les « partenaires sociaux »… espérant trouver l'oreille et le stylo de quelques uns, au moins la CFDT… Il a donc dû en rabattre, lui qui, avec son arrogance habituelle, avait laissé entendre qu'il était prêt à utiliser une nouvelle fois le 49-3, comme pour la loi Macron.

Sauf que la révolte accumulée depuis des mois dans la jeunesse comme parmi le monde du travail est en train de trouver les voies pour s'exprimer. En quelques jours, les initiatives se sont multipliées, trouvant un écho grandissant telle la pétition qui, à l'heure où nous écrivons, approche les 900 000 signatures. Dans les organisations de jeunesse, sur les réseaux sociaux et parmi les structures syndicales de base, les appels à la mobilisation et à la grève se sont multipliés, amenant des syndicats nationaux à se joindre à l'appel à une mobilisation générale des travailleurs et de la jeunesse pour le retrait total du projet.

Cette révolte rejoint celle des opposants au projet de Notre Dame des Landes, celle que suscitent les mesures liberticides avec la prolongation de l'état d'urgence, la violence contre les migrants à Calais, mais aussi d'une certaine manière la détresse des paysans… Avec le report de la présentation du projet de loi, Valls voudrait désamorcer la bombe qu'ils ont allumée. Il espère que sa manœuvre pourra éviter à temps la coagulation des colères et lui permettre de trouver quelques alliés…

Sauf que l'appel à la mobilisation pour le 9, loin de faiblir s'est au contraire amplifié. Non seulement les organisations de jeunesse l'ont maintenu mais nombre de syndicats de Solidaires appellent à la grève mais aussi de la CGT. Personne n'est dupe, report ne veut pas dire retrait et Hollande et le gouvernement ont été clairs : il entendent mener leur politique « jusqu'au bout », achever la démolition déjà bien avancée des dernières défenses légales des salariés face à l'avidité sans limite de la bourgeoisie. Achever la transformation du Code du travail en garant, comme ils le disent, de « *l'égalité entre le bon fonctionnement de l'entreprise et les libertés fondamentales des salariés* ». Autrement dit « égalité » entre patrons libres de surexploiter sans limite et salariés « libres »... de se chercher du travail lorsqu'ils se retrouvent à la rue.

Cette offensive antisociale est accompagnée de l'offensive antidémocratique et xénophobe : prolongement de l'état d'urgence, vote de la déchéance de nationalité, chasse aux migrants, projet d'inscription dans la constitution de nouvelles lois liberticides, carte blanche donnée aux flics pour intervenir comme ils l'entendent… sous couvert de « menace terroriste » !

Alors oui, ce cynisme, ce mépris, le culot avec lequel ils mentent sont devenus insupportables à beaucoup !

Depuis des années, plus particulièrement depuis l'arrivée de Hollande au gouvernement, la révolte sociale ne s'est exprimée que de façon atomisée, les luttes restant pour la plupart isolées par secteurs, voire par entreprises. Les organisations syndicales, embourbées dans le « dialogue social » et les prétendues négociations offrant bien peu de perspectives. Mais un degré vient d'être franchi. La révolte contre le projet de loi El Khomri est en train de se construire, de s'organiser à la base, par des canaux multiples. Une nouvelle génération est en train de faire l'expérience de l'action collective qui peut transformer l'opinion, entraîner, faire pression… c'est-à-dire faire de la politique. La confiance que cela entraîne est contagieuse : dans les services, les ateliers, dans les sections syndicales, l'appel des organisations de jeunesse à la journée du 9 mars a fait réagir, convaincant de s'y joindre.

Chacun de nous a sa part dans la préparation du mouvement en train de s'écrire !

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org

Nos vies, pas leurs profits

Profits et licenciements : à Sanofi, la pilule est grosse

Le 2 février, Sanofi a annoncé un plan de suppressions « *d'environ 600 postes sur les trois prochaines années* » en France, c'est la suite directe d'un plan d'économies de 1,5 milliard d'euros d'ici à 2018.

Les affaires de Sanofi vont mal ? Bien au contraire, le groupe vient de présenter un bénéfice net de 7,4 milliards d'euros, en progression de 7,7 % en 2015 ! Les actionnaires vont percevoir 3,8 milliards d'euros de dividendes, soit 51 % du bénéfice net. Un chiffre en augmentation pour « *la 22e année consécutive* » se vante Sanofi… bien mieux que les salaires de ceux qui ont fabriqué toutes ces richesses !

Comme le résume cyniquement Peychaud, dirigeant de Sanofi Winthrop : « *Ce n'est pas parce que les résultats sont bons qu'il ne faut pas les améliorer. L'enjeu est d'être compétitif dans l'avenir. Nos concurrents, en Europe et dans le monde, ne nous attendent pas* ».

Octobre 2012

Et oui, rien n'est trop beau pour les actionnaires qui parasitent le travail des salariés tout en profitant de la Sécurité Sociale, qui assure une véritable rente à l'industrie pharmaceutique. Ces gens-là engrangent même des fonds publics, puisque malgré les suppressions d'emplois, le groupe continue de percevoir des crédits d'impôt recherche qui se cumulent au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (137 millions d'euros au total en 2013).

D'après les syndicats, ce plan signifie la suppression de près de 1100 postes d'ici fin 2017 : 600 dans la production chez Sanofi Winthrop (compensés par 200 embauches « hypothétiques»), 155 dans la filiale commerciale et 102 dans les fonctions centrales du groupe. A cela s'ajouteraient 440 postes en recherche et dans la visite médicale qui devaient être pourvus et qui sont définitivement supprimés.

Sur l'agglomération, le plan se traduit par la suppression de 70 postes à l'usine d'Ambarès (760 salariés) et 5 sur le site de St Loubès (70 salariés). Et encore, la direction attend de savoir combien seront « volontaires » avant de donner un chiffre ferme.

La CGT dénonce les licenciements boursiers et le scandale de ce groupe qui a racheté ses propres actions pour plus de 734 millions d'euros depuis le 1er janvier pour en augmenter le rendement. De même, elle dénonce le plan de suppression de postes chez Sanofi Winthrop qui utilise près de 1000 CDD et intérimaires sur des postes pérennes et recourt massivement aux heures supplémentaires.

Les salariés le savent bien, la spirale financière ne s'arrête jamais. Sanofi a supprimé près de 5 000 CDI depuis 2008 pour continuer encore la même politique aujourd'hui. Il est grand temps d'imposer un coup d'arrêt aux actionnaires et à ceux qui les servent.

Laurent Delage

Tribune

Les chômeurs sont montés au créneau !

Dans le cadre d'un appel à la grève des syndicats de Pôle-Emploi sur 3 régions et relayé nationalement par A.C !, le 8 février nous nous sommes mobilisés contre la fermeture des Pôle-Emploi l'après-midi en envahissant la nouvelle agence de Bègles avec une banderole : « Non aux contrôles, non à la dématérialisation, non à la fermeture de Pôle emploi l'après-midi ».

Nous étions une vingtaine de camarades de différentes organisations : A.C ! Gironde, APEIS, MNCP, NPA, PG, Ensemble, RPS, LO.

La fermeture des Pôles-Emploi les après-midi a pour conséquence une mise à distance des demandeurs d'emploi du service public qui leur est dédié, augmentant ainsi les difficultés à faire valoir leurs droits. Pire, la « dématérialisation » laissera seul devant la machine, sans l'expertise d'un conseiller, le demandeur face à la gestion de son dossier. On constate que la logique est la compression du personnel et que les missions de Pôle-Emploi sont foulées au pied et déshumanisées !

Ajoutons à cela la récente création du corps des contrôleurs de la recherche d'emploi qui aura pour conséquence de radier un maximum de chômeurs. Des milliers de personnes, sans allocation, seront ainsi dans des situations inextricables. Cette méthode pour faire baisser les chiffres du chômage est imparable. Elle est en violation de la Constitution puisque le droit au revenu de remplacement est suspendu. « *Nul n'a le droit de se faire justice lui-même* » et là Pôle Emploi est juge et partie.

A.C ! Gironde

Nos vies, pas leurs profits

Convention chômage ardue !

Ce 22 février, A.C ! Gironde a organisé une conférence de presse à laquelle SUD Pôle Emploi et le NPA ont participé. Ce même jour débutaient des négociations entre syndicats et patronat qui devraient aboutir avant le 30 juin à une nouvelle Convention chômage fixant le montant des indemnités versées par l'Unedic pour les deux prochaines années.

Avant même le début de ce long bras de fer le gouvernement a largement et fortement pris position pour son camp, le patronat !

« *La France a la durée d'indemnisation la plus longue d'Europe* » a démarré Hollande, lui qui disait en 2014 « *ce n'est pas au moment ou il y a un taux de chômage élevé qu'il faut réduire les droits des chômeurs* » ! Ensuite, les ministres ont défilé, Valls, Macron, Sapin, El Khomri, ainsi que la Cour des Comptes et enfin un rapport gouvernemental pour marteler la mise en place de la dégressivité (qui a déjà existé entre 92 et 2001 sans autre effet que d'appauvrir les chômeurs) et exiger que des économies soient faites face aux 26 milliards de déficit de l'Unedic.

Le rapport gouvernemental précise 3 points pour, déjà, 2,8 milliards d'économies :

- diminuer de 100 jours la durée maximale d'indemnisation qui est de 2 ans actuellement

- passer à 0,9 jour indemnisé pour 1 jour cotisé au lieu de 1 pour 1

- baisser le taux d'indemnisation de 57% à 49% de l'ancien salaire brut

Autre pistes du gouvernement ou/et du patronat :

- augmenter les cotisations qui sont actuellement de 4% du salaire brut pour le patronat et 2,4% pour les salarié(e)s

- passer de 4 mois à 6 mois travaillés dans les 28 mois précédents pour toucher des indemnités

- passer du seuil de 50 à 55 ans pour bénéficier d'indemnisation pendant 3 ans au lieu de 2 ans pour les autres chômeurs

- baisser toutes les indemnités de 1 %.

On voit clairement que tout ce qui est mis en avant est contre les chômeurs. Pour la seule mesure « contraignante » pour les patrons, l'augmentation de leurs cotisations, ils ont déjà vigoureusement dit non avant le début des négociations !

Pour justifier de s'en prendre de toutes parts aux allocations perçues, on nous explique que les chômeurs restent au chômage parce qu'ils ont une indemnité ! Gonflé de la part de ceux qui ont donné et ceux qui ont reçu 40 milliards de cadeaux soi-disant pour baisser le chômage que toute leur

politique continue à aggraver. Et en oubliant de dire que seuls 43 % des 6 millions de chômeurs inscrits à Pôle-Emploi sont indemnisés par l'Unedic.

Ce sont les patrons les responsables du chômage et comme l'a dit Alain Marcu, porte parole d'A.C !, « *Il faut faire payer les entreprises, puiser dans les dividendes versées pour financer l'assurance chômage* ».

Outre les licenciements qu'il faut interdire et un vrai partage du travail qu'il faut imposer, c'est aussi le système de précarité généralisée appliqué par le patronat avec les CDD et l'Interim qui représentent la moitié des allocataires indemnisés, qui grève les caisses de l'Unedic. Ces contrats précaires imposés ne génèrent que 3,9 milliards en cotisations et représentent 12,8 milliards en indemnisation chômage.

Jacques Raimbault

Pôle emploi dans le viseur !

Bien relayée par les médias, on assiste aussi à une attaque contre Pôle Emploi dont le coût de fonctionnement (3 milliards) serait responsable des problèmes (alors que la dette cumulée de l'Unedic est de 25 milliards) et qui serait incapable de remplir sa fonction. La preuve : des tas d'offres de travail resteraient sans réponses. La solution viendrait donc d'une décentralisation du service tel Xavier Bertrand qui vient de créer dans le Nord Pas de Calais « Proch'emploi », espèce de Pôle emploi régional censé être plus efficace. Et il y a aussi un Bruno Lemaire qui lui parle d'une privatisation pure et simple de Pôle Emploi ! A les entendre c'est le service public que reste encore malgré tout Pôle Emploi qui pose problème pour résoudre le chômage.

Le 10 mars il y aura une grève unitaire des salarié(e)s de Pôle emploi que nous devons soutenir quelle que soir notre situation avec ou sans emploi.

Nos vies, pas leurs profits

Usine Ford Blanquefort

Ça devient difficile de manifester !

Le tribunal des prud'hommes a rendu son verdict : les quatre syndicalistes qui avaient demandé l'annulation de leur sanction (avertissement) suite à une action au salon de l'auto à Paris en septembre 2012 ont été déboutés.

Au bout de trois ans de procédure, c'est finalement un juge professionnel qui a pris la décision. Le rendu est complètement à charge contre les militants. Tous les arguments de Ford sont repris : dégradation du stand à coup de confetti (quand même !), un véhicule « abimé », perturbation du travail des salariés du stand. Rien sur l'absence de preuves, rien sur le devis concernant la réparation du capot daté 6 mois après les évènements, rien évidemment sur les « dégradations » liées à la politique de Ford qui supprime des emplois malgré les aides publiques ou sur les engagements de la multinationale non respectés. Juste une réprobation de l'action.

Cela donne le ton pour la suite. Car les mêmes militants pour la même manifestation vont être convoqués par la police, prochainement, la date étant encore inconnue. Car Ford, nous ne le savions pas, avait porté plainte suite à la manifestation au salon de 2012 et aussi celle de 2014. Une plainte que bizarrement le parquet décide de traiter plus de 3 ans après.

Allons-nous vers un procès au pénal ? Même si nous n'en sommes pas là, dans le climat répressif actuel, cela ressemble à un coup d'intimidation, histoire de museler la contestation. Il y a évidemment tout pour s'inquiéter des intentions du gouvernement.

Mais surtout, il y a toutes les raisons de continuer la bataille pour la défense des emplois et pour la liberté de contester les attaques patronales, en lien évidemment avec les camarades de Goodyear, d'Air France et d'autres encore.

Philippe Poutou

Dassault, un avion reste au sol et les salaires sont bloqués

Mais ça plane pour les actionnaires

Et la direction semble leur consacrer toute son attention.

Le fait est que son dernier projet, le jet d'affaire 5X voit sa chaîne arrêtée pendant deux ans pour un problème de moteur.

Dans le même temps les ventes des autres modèles sont en-dessous des prévisions pour cette année.

Que faire face à cette situation ?

Dans un premier réflexe la direction a racheté pour un milliard d'actions qu'elle a aussitôt détruites. Ce qui a eu pour effet de distribuer cette somme sur les actions restantes. Il y a 2 ans elle réduisait de 30 % le montant de la participation...

Puis vient le temps des plaintes. C'est la faute de la concurrence, de l'instabilité géopolitique et devinez quoi ?… du manque de compétitivité des salariés.

Peut-on régler les problèmes de concurrence et de stabilité géopolitique par l'usage de bombardiers high-tech ?

En tout cas cette instabilité peut aussi rapporter et pas qu'un peu puisque les contrats de ventes Rafale s'enchainent.

Pour ce qui est du front de la « compétitivité », le PDG a d'autres armes.

Utilisation maximum de la flexibilité permise par l'emploi de la sous-traitance, ces salariés au coté desquels nous travaillons tous les jours, y compris dans les murs de la boite, et que la direction prive de boulot et renvoie chez eux dès que les cadences ralentissent.

Dans ce contexte d'agression sociale, la direction n'hésite pas à proposer 0 % d'augmentation générale pour 2016, enfin, comme en 2015.

Et tout cela vient après une année de tentative de remise en cause de nos horaires de travail pour satisfaire aux exigences du lean manufacturing. Ça commence à faire beaucoup.

En 2015, devant la mobilisation des salariés sur tous les sites, la direction a dû reculer et remballer ses projets sur le temps de travail. Mais on voit bien qu'elle ne renonce pas sur le fond.

Cette année 2016, comme à son habitude, la direction cherche à nous transmettre sa trouille de la crise. Mais cette année comme les autres, nous voyons les profits se maintenir à un haut niveau et les actionnaires se gaver !

Un constat qui contredit la propagande catastrophiste venue d'en haut.

Comme on l'entend souvent ici : « *Dassault peut et doit payer !* »

Correspondant

Libourne

Forte mobilisation au lycée Max Linder

Situé au centre ville de Libourne, et avec presque 2000 élèves, l'ensemble du lycée s'est mobilisé pour le maintien des options facultatives qui concernent environ 300 lycéens.

Apres l'annonce mi-janvier par le directeur académique de l'arrêt du financement des options facultatives non linguistiques (cinéma, sport, arts plastiques, théâtre, musique...), une mobilisation s'est organisée entre lycéens et professeurs afin de manifester leur mécontentement. Leur but premier était de conserver ces options facultatives, trois jours de mobilisation, manifestation et des blocages ont été nécessaires pour que l'Académie recule devant les demandes des élèves et les professeurs.

Le mouvement s'est déclenché vendredi 29 janvier et a duré jusqu'au mercredi 3 février. Les élèves ont organisé des meetings à l'entrée du lycée et les professeurs ont refusé de faire cours pendant les rassemblements ; seule une minorité de lycéens et de professeurs n'ont pas suivi le mouvement qui a été soutenu par la majorité, malgré les barrages filtrants, et une manifestation s'est tenue mardi 2 février avec comme point de départ l'entrée du lycée Max Linder en passant par la mairie, la sous-préfecture pour finir à la gendarmerie.

Le dernier jour des mobilisations, mercredi 3 janvier, les élèves ont carrément bloqué l'accès du lycée en enchaînant les portes d'entrée et en collant des pancartes sur les grilles. Mais lycée fermé veut dire aussi accès à la restauration fermé, c'est pourquoi les professeurs se sont cotisés pour pouvoir acheter de quoi restaurer les élèves présents lors de la mobilisation.

Le soir même, un rendez-vous était prévu avec le directeur académique, le proviseur, des professeurs, des représentants des élèves et le député socialiste Florent Boudié. A la fin de la séance, l'établissement a enfin récupéré sa dotation d'heures nécessaires aux options facultatives.

Une très bonne expérience pour les lycéens et les professeurs qui ont fait la démonstration que la mobilisation et l'organisation quand elle est massive peut rapidement faire fléchir les offensives du gouvernement.

Correspondance

Non à l'état d'urgence !

A Bordeaux, la manifestation du 30 janvier contre l'état d'urgence a été plutôt réussie, avec près de 3000 personnes et une jeunesse bien présente. L'appel avait été lancé par le collectif constitué contre l'état d'urgence et la déchéance de nationalité, un peu plus tôt, réunissant syndicats (CGT, Solidaires, FSU…), associations (AC, LDH, Attac, Palestine 33…) et partis (NPA, PG, PC, Ensemble, PCOF, ND).

La prochaine initiative du collectif est l'organisation d'un meeting le mardi 15 mars à 19H30, à l'Athénée Municipal. L'objectif est de débattre des changements que provoque l'état d'urgence pour nos vies et aussi des conséquences de l'Etat policier pour tous ceux qui contestent, comme les militants syndicaux poursuivis suite à des actions collectives. C'est le cas ici de quatre militants de Ford, dont Philippe Poutou.

Même si le pouvoir semble patauger avec la réforme constitutionnelle et la scandaleuse déchéance de nationalité, l'état d'urgence vient d'être reconduit pour trois mois de plus, jusqu'au 26 mai, par un vote de l'Assemblée nationale, qui n'a vu que trente députés s'y opposer (en Gironde, seul Noël Mamère a voté contre, comme il y a trois mois). Ce n'est pas de ce côté que viendra l'opposition nécessaire contre la mise en place d'un Etat policier que Valls voudrait faire durer… « *jusqu'à la victoire contre Daesh* ». Un Etat policier qu'il aimerait pouvoir utiliser aussi contre la contestation grandissante de sa politique antisociale.

Raison de plus pour continuer à revendiquer son retrait.

F.M.

Transports

La SNCF supprime des TER par... manque de conducteurs ?

« *Faute de conducteurs* », la SNCF vient d'annoncer, en pleine période de congés scolaires, la suppression ponctuelle de TER dans deux régions dont Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes (ALPC).

Dans la région ALPC, ce sont 24 liaisons qui disparaissent jusqu'en juillet, au moins… soit plus de 5 % des trains, impactant 2000 usagers. Il manquerait entre 16 et 20 conducteurs pour continuer à assurer le service explique la SNCF. Rien que ça ! Il y aurait donc un problème brutal de recrutement que la SNCF n'aurait pas vu venir ? La direction de la SNCF semble croire que plus c'est gros mieux ça passe…

Au nom du manque de rentabilité, du coût que représentent l'entretien des voies, du matériel… et accessoirement le personnel… la SNCF dégraisse et ferme des lignes depuis des années. Depuis 2003, 25 000 postes ont disparu. 1100 postes rien qu'en 2015 et 1400 de plus cette année. Et aujourd'hui la SNCF voudrait faire croire qu'elle peine à recruter ?

La casse engagée il y a de nombreuses années continue… avec ses conséquences dramatiques comme en témoigne entre autres l'enquête sur l'accident de Brétigny qui met en lumière le manque d'entretien des infrastructures, dû au manque de moyens et de personnels.

Si les lignes TGV et LGV bénéficient de toutes les attentions et de budgets colossaux, les lignes de proximité se dégradent ou disparaissent au même rythme que les Postes, les hôpitaux et autres services publics dans les territoires éloignés des métropoles où la population est de plus en plus précarisée et isolée.

Et cette fois encore, ce sont les territoires les plus pauvres et précaires qui sont les plus touchés. En Gironde, la ligne Libourne-Coutras est la plus impactée par les suppressions décidées : sept trains en moins par semaine, dont six aux horaires de pointe : 540 usagers réguliers se retrouvent sans train jusqu'en juillet ! Et ces trains seront-ils remis au final… alors que cette ligne est confrontée depuis plusieurs années à de nombreux retards et à une multiplication des suppressions intempestives de trains ?

Isabelle Ufferte

Contre la libéralisation et la concurrence
Transports publics et gratuits !

La loi Macron, qui a ouvert le secteur des transports interrégionaux à la concurrence, a en même temps ouvert la voie à une guerre commerciale sans merci aux conséquences nombreuses.

Bus « tout confort », sièges inclinables, wifi, télé… branchements divers… et surtout tarifs imbattables, tout est fait pour attirer le client ! Et les principales compagnies de bus qui s'arrachent sans pitié les « parts de marché » parient en plus sur le mécontentement des usagers de la SNCF.

Mais derrière ces nouveaux bus aux couleurs vives et surtout aux tarifs serrés, le coût social, humain et écologique risque d'être lourd. Conditions de travail, précarité et salaires des chauffeurs et autres employés soumis à l'exploitation et à la concurrence, risques majorés d'accidents -que l'actualité a malheureusement illustré de façon dramatique- coût écologique, la facture sociale est lourde, sans compter que cette nouvelle concurrence risque fort d'accélérer la fermeture de lignes de chemin de fer jugées « déficitaires » par la SNCF et les régions.

Cet emballement libéral rend plus que jamais d'actualité la revendication de transports collectifs gratuits pour tous, organisés, financés et gérés publiquement. Il s'agit d'une mesure d'urgence et de bon sens pour permettre à tous, habitants de métropoles ou de communes reculées, d'avoir accès à des moyens de déplacement sûrs, écologiques et de qualité que ce soit pour les études, le travail ou les loisirs tout en assurant aux salariés des conditions dignes de travail, d'emploi et de salaire !

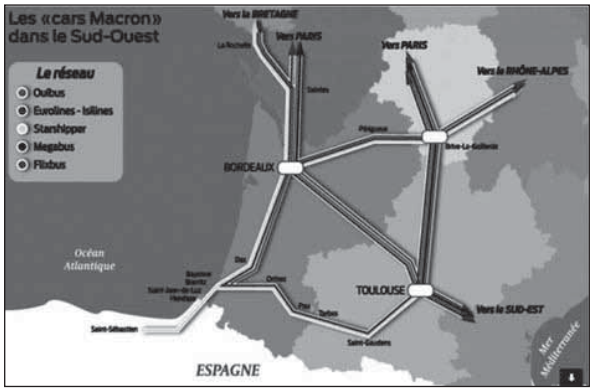
I.U.

Vous avez dit « *lutte contre le terrorisme* » ?!

La loi relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs, actuellement en débat, a prévu non seulement d'aggraver lourdement les sanctions pour fraudes dans les transports en commun… mais elle en crée une nouvelle : le fait de « *diffuser un message signalant la présence des contrôleurs ou d'agents de sécurité* » pourrait désormais entraîner une peine de… 2 mois d'emprisonnement et de 3 750 euros d'amende !

Les apprentis terroristes n'ont qu'à bien se tenir !

La Région déboutée face à un Bus « Macron »



La Région contribue financièrement aux investissements et au fonctionnement des lignes TER (Trains Express Régionaux) : en 5 ans, elle y a consacré plus de 2,3 milliards d'euros d'argent public. A ce titre, elle s'est récemment inquiétée de l'ouverture de lignes de bus privées. Pour protéger des TER de cette concurrence, elle a engagé plusieurs procédures pour faire interdire l'ouverture de certaines lignes de bus risquant dit-elle « *de porter atteinte à l'équilibre économique de certaines lignes TER* », telles Mont-de-Marsan-Pau ou Limoges-Brive.

Mais l'« Autorité de régulation des activités ferroviaires et routières » (mise en place par la loi Macron) vient de débouter la région pour la ligne Limoges-Brive-la-Gaillarde, les autres jugements étant à venir.

I.U.

La LGV SEA malade des embrouilles financières

La LGV SEA (Sud Europe Atlantique) ne cesse de faire la une de la presse. Le tronçon Poitiers-Bordeaux est pratiquement terminé, mais ses prolongements vers l'Espagne par Hendaye et vers Toulouse sont toujours en balance. Outre qu'ils se heurtent à l'opposition de toute une partie des populations concernées par leur passage, le doute sur leur rentabilité s'impose aussi à leurs défenseurs. Cela d'autant que l'exploitation du tronçon Paris-Bordeaux, qui devrait entrer en service en juillet 2017, est l'objet d'un « bras de fer » entre la SNCF, qui souhaite limiter le nombre de trajets journaliers à 13, et les collectivités locales, le concessionnaire LISEA et des banques, qui souhaitent les porter à 19...

L'affrontement d'intérêts opposés

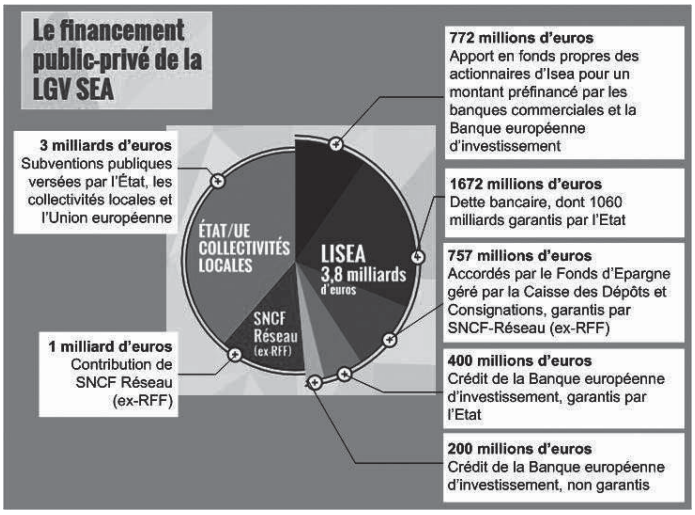
Cette situation est une conséquence du fait que la construction de cette LGV repose sur un PPP (Plan Public-Privé) signé en 2011 entre l'Etat et LISEA, société financière constituée par le bétonneur VINCI et trois comparses : CDC (Caisse des Dépôts et Consignations), Méridiam et AXA. Le résultat est une concession accordée à LISEA pour 50 ans : 6 ans de travaux à sa charge, puis, en soi-disant « contrepartie », 44 ans d'exploitation, au cours desquels elle percevra un péage pour la circulation des trains.

On comprend les enjeux du « débat » ! Pour LISEA, plus nombreux seront les TGV, vides ou pleins, qui circuleront sur les lignes et plus tombera la manne des péages. La SNCF, elle, veut limiter le nombre de passages et remplir ses trains au maximum, alors que sévit la concurrence de l'avion, du covoiturage et des bus Macron.

Tout comme elle veut limiter le nombre de dessertes dans des villes comme Libourne, Angoulême, etc. Certaines collectivités locales, s'estimant flouées, ont d'ailleurs riposté en suspendant le versement de leur contribution au financement du projet. Quant au groupement de banques piloté par le Crédit Agricole qui prête de l'argent à LISEA, il est récemment venu à la rescousse, menaçant de mettre un coup d'arrêt à ses versements si la SNCF ne se montrait pas plus raisonnable...

Une super arnaque organisée par l'Etat

Cette intervention des banques dans le « débat » incite à jeter un coup d'œil au montage financier de ce PPP, tel qu'il est présenté sur le site web de LISEA. Plus de la moitié des 7,8 milliards d'investissements, 4 milliards d'euros, sont en fait apportés par le secteur public (Etat, collectivités locales, Union européenne, SNCF-Réseau).



Bien que présentée pour 3,8 milliards d'euros, la participation financière réelle de LISEA se limite en fait aux 772 millions pris sur les fonds propres de ses 4 sociétés actionnaires. Le reste vient d'emprunts extérieurs, dont la quasi totalité est... garantie par l'Etat et SNCF-Réseau !

Ainsi, si tout fonctionne comme rêvé, les péages assureront aux banques les intérêts des emprunts (250 millions par an, 1,8 milliard au total, 23 % du budget total...) et financeront au passage le fonctionnement de LISEA et, surtout, les profits de ses actionnaires.

Mais si ces profits s'avèrent insuffisants aux yeux de ce petit

.../...

Transports

LGV SEA, suite de la page 9

monde, rien n'empêchera LISEA de se déclarer en faillite, laissant à l'Etat et à SNCF-Réseau le soin de payer les sommes restant dues aux créanciers... Voilà la nature profonde des PPP : des cadeaux faits par l'Etat à un monde de la finance totalement parasitaire, et advienne que pourra.

La SNCF, comme l'ensemble des services publics, est ruinée par une politique qui, sous couvert de la rendre « rentable », ne vise qu'à la transformer en vache à lait des truands du béton et de la finance. Il y a urgence à mettre fin à la privatisation du service public ferroviaire, à lui redonner la maîtrise totale de ses travaux de construction, de maintenance et d'exploitation, condition nécessaire pour assurer un service efficace, adapté aux besoins de la population dans son ensemble. Tout comme il y a urgence à mettre fin au parasitisme du monde de la finance en expropriant les banques privées et en constituant un monopole bancaire public, placé sous le contrôle des travailleurs et de la population.

Daniel Minvielle

Vinci choisi par RFF pour la LGV Tours-Bordeaux

Site d'Attac

Internationalisme

Solidarité avec le peuple kurde !

Le massacre systématique du peuple kurde est toujours à l'ordre du jour pour Erdogan. Les villes kurdes de Cizré, Nusaybin et Sur sont toujours en état de siège. Des dizaines de milliers de civils sont la cible de bombardements quotidiens de l'armée turque et d'exécutions sommaires dans les rues.

Le 7 février, à Cizré, l'armée turque a bombardé des immeubles où étaient réfugiés des civils blessés, et utilisé des armes chimiques contre plus de 60 civils, piégés dans les caves. Les médias du gouvernement de l'AKP d'Erdogan (TRT-News) ont annoncé ces événements comme une victoire.

L'armée maintient le blocus de grandes villes, empêchant nourriture et médicaments de parvenir aux populations, et les ambulances de porter secours aux blessés.

De nouvelles manifestations ont eu lieu à Bordeaux, à l'appel du Conseil démocratique kurde et du collectif de soutien au peuple kurde dont le NPA est partie prenante.

Lundi 8 février, la manifestation s'est arrêtée devant le consulat turc de Bordeaux, où quelques manifestants, depuis le balcon de l'immeuble ont arraché le drapeau turc pour le remplacer par la bannière kurde. Les autorités françaises n'ont pas tardé à se saisir de l'évènement pour condamner les Kurdes : plusieurs d'entre eux ont été convoqués et entendus au commissariat, accusés mensongèrement de « violences et dégradations », l'un étant retenu plus de 10 heures. Sollicité par le consul de Turquie, le porte-parole du ministre des affaires étrangères a condamné publiquement les Kurdes de Bordeaux. « *La France condamne avec la plus grande fermeté l'attaque perpétrée contre les locaux du consul général de Turquie à Bordeaux… par des manifestants non déclarés* ». Le massacre des Kurdes de Turquie semble moins déranger les autorités françaises qui restent muettes sur les exactions d'Erdogan.

Le soutien de tous au peuple kurde s'impose, contre la violence terroriste d'Erdogan contre les Kurdes et l'ensemble de la société démocratique turque.

Restons mobilisés, pour exiger :

- La libération immédiate des militants, élus et journalistes emprisonnés et l'arrêt des massacres
- L'arrêt de la collaboration des gouvernements occidentaux avec le régime d'Erdogan
- Le droit à l'existence et la reconnaissance des droits démocratiques élémentaires au Kurdistan comme dans toute la Turquie !

Le collectif de soutien au peuple kurde organise le 12 mars les « 8 heures pour le peuple kurde » à partir de 14 h, salle Tachou à Bacalan.

Christine Héraud

« Insalubre », « lamentable », le Tripode malade des restrictions budgétaires

Le journal *Sud Ouest* a publié le 5 février un article décrivant l'« *état lamentable* » de certains services du Tripode, bâtiment de l'hôpital Pellegrin construit en 1978. En effet, si six étages ont été rénovés ces dernières années, les autres (trois services par étage) attendent toujours et certains sont dans un état de vétusté avancé. Une patiente témoigne : « *Une nuit, le vent faisait bouger la fenêtre de la chambre, les charnières étaient cassées, mon mari a fabriqué un étai avec un portemanteau. Les infirmières sont arrivées pour poser des draps sur le sol, afin de le sécher, l'eau de pluie formait une mare à l'intérieur. Idem dans d'autres chambres* ». La Direction se dit consciente de la situation (ça rassure…) et promet qu'il n'y a pas de risque pour la santé…

Le Directeur explique, comme si c'était normal : « *Il faut 1,5 million à 1,8 million par niveau [...] Le projet d'établissement s'étale sur 2016-2020. 12 millions d'euros sont affectés pour l'ensemble du CHU, mais je pense que nous n'allons pas boucler tous les travaux du Tripode en 2020* » !

Alors bien sûr, quand on gagne 1000 ou 1500 euros par mois, 12 millions ça parait beaucoup… sauf que ça correspond à 4 jours d'activité du CHU… En effet, l'an dernier le budget du CHU a été d'un peu plus de 1,1 milliard d'euros, soit 3 millions dépensés par jour… Et ce qui permet de relativiser encore plus, ce sont les profits que les entreprises du CAC 40 sont en train d'annoncer. Pour n'en prendre qu'une, bien connue dans le domaine médical, Sanofi a engrangé 7,4 milliards en 2 ans… De quoi retaper quelques hôpitaux !!!

Pourtant, le pire reste à craindre vu les nouvelles restrictions budgétaires auxquelles doivent faire face les hôpitaux publics. Sans parler des compressions de personnel et des privatisations en cours qui ne peuvent qu'aggraver la qualité des soins. Des soins et un personnel que tiennent pourtant à saluer tous les malades cités par l'article !

I.U.

Clinique Pont de chaumes : un militant convoqué par la police

Après 51 jours de grève fin 2015 à la clinique du Pont de Chaumes à Montauban (groupe Vedici), le secrétaire du syndicat CGT a été convoqué par la police le 9 février dernier suite à une plainte pour « *injures publiques* » déposée par le directeur de la clinique. Ce qu'on lui reproche : des soi-disant insultes trouvées sur le site facebook qui seraient en réalité le fait d'un membre de sa famille.

Ce qui a du mal à passer pour ce directeur revanchard, c'est la résistance et la détermination des salariés du Pont de Chaumes dont 80 % des soignants ont fait grève pendant près de deux mois, dont certains ont fait huit jours de grève de la faim, ont réussi à arracher une prime exceptionnelle, des jours supplémentaires enfants malades, des congés d'ancienneté supplémentaires, le paiement d'une partie des jours de grève, des embauches.

Un exemple de plus de répression contre des militants qui se battent pour leurs droits.

Le 9 février, jour de la convocation, initialement prévue le 4 février, journée nationale contre la répression des militants, ils étaient 200 salariés de la clinique et militants à accompagner leur camarade au commissariat, le poing levé.

Face à ces attaques tous azimuts, c'est tous ensemble qu'il faudra riposter.

Isabelle Larroquet

Ecologie

Pesticides : un des poisons du capitalisme !

Dimanche 14 février, malgré la pluie, 600 manifestants dans les rues de Bordeaux pour dénoncer les dégâts des pesticides suite à l'émission Cash investigation pointant du doigt la région viticole girondine comme une des plus touchée par les effets néfastes de ces produits.

Cela fait des années que, malgré l'omerta du CIVB (chambre patronale) ou de la FNSEA entre autres, des travailleurs du secteur, des riverains des zones touchées, cherchent à se faire entendre sur le sujet. Comme ces deux « lanceuses d'alerte » organisatrices de la manifestation qui veulent faire reconnaitre comme maladie professionnelle les cancers dont sont décédés leur père et leur frère viticulteurs.

Suite à tout ça, dix députés girondins demandent une … « *mission d'information parlementaire sur les effets des pesticides* ». Gilles Savary, le meneur, expliquant « *Il faut dépassionner le débat… Cette affaire est préjudiciable à la Gironde… d'abord pour le déficit commercial que cela peut provoquer à la filière* ». Michèle Delaunay, en rajoute : elle qui avait assurée en 2014 « *les produits de la culture de la vigne ne sont plus cancérigènes* » s'inquiète aujourd'hui pour la renommée des vins « *qu'il ne faut pas laisser atteindre par un sujet public qui fait le buzz* ».

Les associations et syndicats comme la Confédération paysanne, Générations futures, les Amis de la Terre… ont répondu aux parlementaires en mal de mission qu'il y en a déjà eu une en 2012 ainsi qu'une expertise complète de l'Inserm en 2013 qui faisait clairement le lien entre les pesticides et toutes sortes de cancers, malformations, tumeurs cérébrales, etc. En les invitant à se saisir du travail déjà fait pour gagner du temps et vraiment agir. S'ils le veulent vraiment !

Jacques Raimbault

Gare St Jean

34 ouvriers surexposés et contaminés au plomb

Début février, des analyses de sang des ouvriers de l'entreprise Lassarat Peinture, chargée du décapage des peintures de la verrière de la gare St-Jean à Bordeaux, ont révélé un taux anormalement élevé de plomb dans leur sang. L'inspection du travail a porté l'affaire devant la justice pour « *délit d'imprudence* », en demandant des mesures de protections renforcées et, en attendant, une suspension du chantier. Le jugement a eu lieu le 22 février. La vice-présidente du tribunal d'instance a rejeté les demandes faites par l'Inspection du travail qui envisage de faire appel. Pour l'instant, ce qui est bien réel, c'est la contamination des salariés et le mépris du patron des règles minimales de sécurité.

Cette affaire fait apparaître des pratiques mettant en danger la santé des salariés, comme l'utilisation de masques inadaptés et la réutilisation de combinaisons contaminées (petit profit mais tout est bon), mais aussi un mode opératoire dangereux : le décapage des vieilles peintures par sablage laisse des particules de plomb en suspension dans l'air de confinement du chantier qui ne présente pas une bonne aération.

Début août, l'entreprise a été mise en demeure de changer de mode opératoire et de stopper temporairement les travaux par la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte). Lassarat a poursuivi et a seulement procédé à des « roulements » des équipes en employant des intérimaires pour éviter de présenter des ouvriers contaminés au moment des contrôles !

La contamination au plomb est une des plus dangereuses pour de nombreux organes. Le plomb n'existe pas naturellement dans le sang, s'il est présent c'est qu'il y a eu contamination, avec entre autres conséquences possibles, maladies rénales, hypertension, perte de fertilité… La décision du Tribunal d'Instance, les risques encourus par les ouvriers, comme le déroulement des faits, ne peuvent que nous conforter dans la nécessaire vigilance de nos conditions de vie et de travail face à un patron comme Lassarat prêt à tout pour faire un peu plus de fric.

Michelle Dupouy

Samedi 12 mars 2016 à 14h
Miroir des Quais de Bordeaux

Manifestation antinucléaire à l'occasion des « 5 ans de Fukushima »

à l'initiative de Tchernoblaye (http://tchernoblaye.free.fr/)

Crise agricole en Gironde

Barrages et affrontements en Bretagne autour du prix du lait et du porc, crise aviaire dans le Sud-Ouest, conflits autour de l'installation de structures du type « 1000 vaches » (ou de milliers de porcs, comme à St Symphorien), fermetures d'exploitations, suppressions d'emplois, multiplication des suicides parmi les paysans, pollution de l'environnement, critique de la Politique Agricole Commune… les facettes de la crise agricole sont multiples et nous concernent tous tant les produits agricoles, transformés ou non, sont à la base d'une grande partie de notre consommation (alimentation, textile, pharmacie, agrochimie, etc.).

Quelques chiffres (2014)

25 % de la surface du département est consacrée à l'agriculture (243 000 hectares, dont 117 000 pour la vigne). Entre 2000 et 2010, 18 000 hectares à usage agricole ont disparu.

La valeur produite par l'agriculture s'élève à environ 1,9 milliards d'euros, dont 1,5 milliard pour la vigne.

Sur 8600 exploitations, 640 producteurs font du bio, représentant 6,2% de la surface agricole départementale, le double de la moyenne nationale, dans une région par ailleurs particulièrement consommatrice de pesticides.

En Gironde, la crise agricole est bien réelle et elle a des répercussions sur des milliers de personnes, même si l'agriculture est dominée par le secteur très particulier du « *vin de qualité* ». Neuf sur dix des très grandes exploitations (potentiel de production annuel supérieur à 100 000 euros) font de la viticulture, représentant 46% des exploitations du département, contre 3% dans le reste du pays. Autre conséquence de cette particularité, l'emploi salarié agricole (saisonnier et permanent) est du coup proportionnellement beaucoup plus important : 63 % du travail agricole global (dont les neufs dixièmes dans la viticulture), contre 30 % dans le reste du pays.

Entre 2000 et 2010, une exploitation sur quatre a disparu dans le département. Un recul qui frappe surtout les petites exploitations (-41%) et les moyennes (-27%) et qui se traduit aussi par une plus grande concentration des terres au sein des grandes exploitations. L'emploi est directement touché, puisque un peu plus de 14 000 salariés permanents travaillaient dans ce secteur en 2010… 12% de moins en dix ans. Du côté des « actifs familiaux » (propriétaire de l'exploitation, conjoint-e, descendants, ascendants), le recul est plus fort encore, environ un quart en moins, correspondant aux fermetures d'exploitations.

	Nombre d'exploitations		
Orientation Technico-Economique (OTEX)	2000	2010	Evolution
Grandes cultures	573	543	-5%
Maraîchage et horticulture	334	254	-24%
Viticulture	9 106	7 026	-23%
Cultures fruitières et autres cultures permanentes	118	80	-32%
Bovins lait	204	88	-57%
Bovins viande	423	292	-31%
Bovins mixte	35	35	0%
Ovins, caprins et autres herbivores	796	426	-46%
Elevages hors sol	188	162	-14%
Polyculture, polyélevage, autres	952	526	-45%

Source : RGA - DRAAF

Cette crise globale pose le problème d'une véritable rupture avec l'agriculture capitaliste dominée par la finance, les multinationales agroindustrielles et la grande distribution, un changement de modèle agricole… comme de l'ensemble de la société. Pour une agriculture qui crée des emplois, avec des conditions de vie et de travail dignes pour ses travailleurs, offrant des produits de qualité et en quantité suffisante pour l'ensemble de la population et respectant l'environnement, c'est bien la perspective d'une réorganisation complète de l'économie qui est posée, une planification démocratique de la production et de la distribution. Un lien à créer entre le monde paysan et le monde ouvrier !

François Minvielle

A lire dans la revue *l'Anticapitaliste* de janvier 2016, le dossier *Le monde paysan à une croisée des chemins.*

https://npa2009.org/idees/le-monde-paysan-une-croisee-des-chemins

Grippe aviaire, crise de la production de masse

De nombreux éleveurs de canards et oies de huit départements du Sud Ouest ont vu leurs cheptels touchés par la grippe aviaire. Le gouvernement a imposé une mesure d'arrêt total de la production pour établir un « *vide sanitaire progressif* » et faire disparaitre les risques de contamination. Même si l'Etat a décidé des aides financières, les paysans de cette filière seront durement impactés et il y aura des répercussions sur l'emploi, les producteurs de céréales, les transports, les usines de transformation, etc.

Euralis, la coopérative-multinationale (5000 salariés, 1,5 milliard de chiffres d'affaire) qui contrôle entre autres cette filière dans le Sud-Ouest, soutient les mesures gouvernementales. Et pour cause, il ne s'agit nullement de trouver des solutions à long terme contre ces épidémies qui sont amplifiées par la concentration inhérente à l'élevage de masse. La Confédération paysanne pose le problème d'« *une politique sanitaire sur le fond, agissant sur les conditions d'élevage qui favorisent l'émergence des mutations incriminées* », ainsi que celui de « *répondre à l'urgence sociale engendrée par ses mesures* ».

Pour le gouvernement et Euralis, il s'agit simplement de « *rassurer les marchés* »… pour mieux relancer la production comme avant. Une façon sûre de préparer la prochaine crise sanitaire.

A voir, à lire

Merci patron !

film documentaire de François Ruffin

Serge et Jocelyne Klur sont un couple d'anciens ouvriers d'une filiale de LVMH, Kenzo, licenciés après la délocalisation de leur usine en Pologne. Ils sont sans emploi depuis 4 ans, sur la paille, l'huissier prêt à saisir leur maison à Poix-du-Nord près de Valenciennes.

François Ruffin, journaliste fondateur de Fakir, connait très bien l'histoire de LVMH et de son Pdg Bernard Arnault plus grande fortune de France (35 milliards d'euros) qui a débuté sa « carrière » de milliardaire en 85 en Picardie, région où habite Ruffin, en rachetant les usines Boussac qu'il fermera en licenciant déjà les travailleurs.

La rencontre de Ruffin avec les Klur, grâce à une syndicaliste CGT qui connait les uns et l'autre depuis des années, enclenche ce documentaire qui va s'écrire en cours de route sur deux ans. Le réalisateur expliquant que « *le scénario on le doit largement à LVMH… espérons qu'ils ne vont pas demander des droits d'auteurs* » !

L'idée de départ est aussi simple qu'improbable à réussir : une lettre envoyée par les Klur à Bernard Arnault lui demandant 35 000 euros, lui qui est responsable de leur misère, afin de sortir la tête de l'eau. S'il ne paye pas, ils dénonceront tout ça dans les médias comme France inter, Libé, Fakir… (les lettres sont prêtes !) ce qui fera tâche pour l'image d'esthète, artiste, cultivé et si fin que se donne le monsieur.

Contre toute attente, le gros poisson va mordre à l'hameçon et on suivra entre autres les tractations avec l'homme de main du milliardaire filmées en caméra cachée dans la salle à manger des Klur.

Un épisode de lutte des classes à domicile ! Un mélange de pieds nickelés et de don quichotte pauvre à l'assaut de la multinationale du luxe. C'est potache, insolent, dramatiquement comique et vice versa. On reste bouche bée de leur culot autant qu'eux-mêmes d'ailleurs qui vivent l'histoire jusqu'à une fin sur laquelle on n'aurait pas parié un kopeck !

Jacques Raimbault

Une « big-conf » réussie sur la violence au travail

L'Université Populaire de Bordeaux a organisé le 13 février une conférence sur la violence sociale et la violence au travail. 250 personnes se sont retrouvées pour écouter Xavier Mathieu ex-Cgt de l'usine Continental et François Ruffin journaliste et réalisateur du film *Merci patron !*

La discussion est partie des évènements d'Air France en octobre dernier, lorsque des dirigeants avaient été secoués par une manifestation de colère des salariés. Deux chemises déchirées contre 3000 suppressions d'emplois. Les politiciens, les patrons, les médias se sont tous entendus pour dénoncer la soi-disant violence des salariés oubliant la violence de leur système, celle du chômage, des licenciements, de l'exploitation au travail.

Il s'agissait donc de discuter de cette violence « invisible », de cette souffrance de millions de gens, de ce système qui broie, qui détruit celles et ceux d'en bas.

Lors de la soirée, des salariés ont témoigné de leur expérience : trois anciens de Leader Price qui avaient fait grève contre l'impunité de leur patron bafouant allègrement les droits des salariés, un postier et des infirmières de l'hôpital St André dénonçaient le démantèlement des services publics avec les suppressions de personnel, les surcharges de travail, les pressions, le harcèlement, la culpabilisation, des conditions de travail devenant parfois insupportables, enfin une chômeuse longue durée racontait le quotidien des « exclus », le mépris subi, la violence de leur situation avec les contrôles et la stigmatisation.

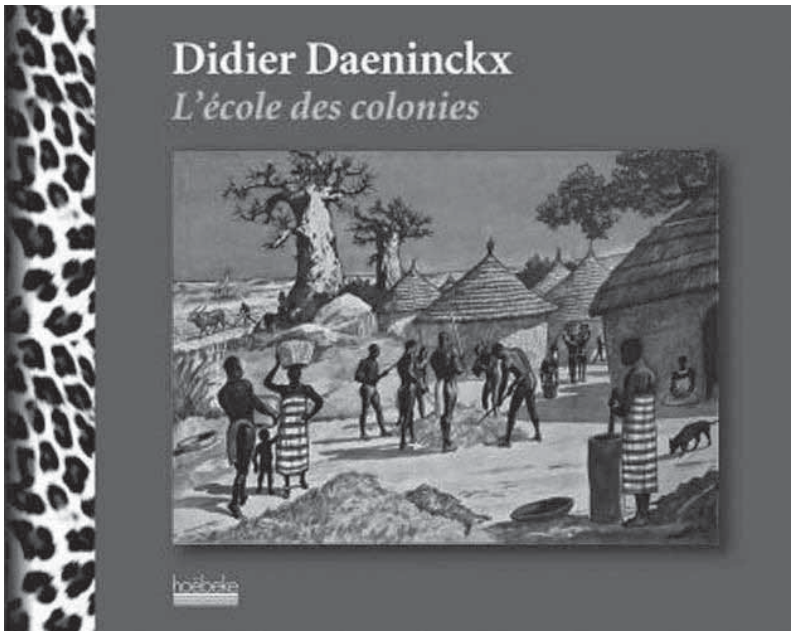
Un sociologue a parlé de la violence de l'Etat, de la légitimité de la violence de l'opprimé et un historien a rappelé quelques moments violents de la lutte des classes (sabotage de l'anarchosyndicalisme début 20ième siècle).

Une discussion qui mérite d'être prolongée dans d'autres cadres. A suivre.

Philippe Poutou

L'école des colonies

Didier Daeninckx - éd. Hoebeke - 27,5 euros



Un beau livre ! Illustration abondante, magnifiques cartes, de Vidal-Lablache : «*la géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*» et à exploiter les ressources aussi ! Des images, belles, des citations, édifiantes, d'ouvrages scolaires, à la gloire du colonialisme qui éduque, civilise, ouvre à la modernité : le paternalisme comme verni du racisme.

Le texte de Daeninckx se présente, pour l'essentiel, comme le journal d'un instituteur nommé en Kabylie en 45. C'est de « pédagogie » coloniale qu'il s'agit, avec les hussards noirs, bien formatés par les Ecoles Normales de la République, bons sentiments en avant, qui verront leurs idéaux se fracasser sur la réalité. Sur place, les administrateurs leur font vite comprendre ce qu'il y a derrière les valeurs de la République en pays colonisé : former une main d'œuvre « assimilable », soumise, juste capable d'exécuter, ouvrir un marché pour les produits de la métropole, et bien sûr, conditionner de la chair à canon en réserve.

Cela, les manuels aussi le disent : « *le nègre est un homme à peu près comme les autres. Mais il faudra de longues années d'effort pour qu'il arrive à valoir les peuples blancs qui se sont emparés de sa patrie* » (livre de géographie 1826). Un instant, on rit, tellement c'est crétin, d'un autre âge ! Et puis nous revient un certain discours de Dakar, adressé aux mêmes : « *l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire…* »

Ce livre n'est pas une « œuvre mémorielle », il nous ramène à notre société, héritière de la colonisation ; qui aujourd'hui avec la « gauche » de Sétif et de la guerre d'Algérie, revivifie ce qui, à notre stupeur, s'avère ne pas être un simple résidu de l'histoire : interventions extérieures, état d'urgence et arbitraire policier, criminalisation du mouvement social, désignation de nouveaux indigènes, ethniques et/ou sociaux. D'ailleurs, est-il permis d'être anticolonialiste, quand combattre le sionisme (qui n'est plus autre chose qu'un colonialisme) est interdit et réprimé ?

Raisons de plus pour se régaler de cette « *école des colonies* ».

Jean-Louis Farguès

La servante et le catcheur

Horacio Castellanos Moya - Ed. Métaillié-18 euros

Voici un roman qui se lit d'une traite. Dans le petit pays d'Amérique centrale du Salvador de la fin des années 70, la violence, la répression de la dictature et la riposte de la guérilla urbaine font rage.

Au milieu, des hommes et des femmes du peuple font face, comme ils peuvent. L'un est un ancien catcheur devenu policier à la solde d'un régime barbare. L'autre est une femme de chambre catholique dont les patrons communistes ont disparu, séquestrés, et qu'elle se met en quête de retrouver. Tous deux sont âgés, se sont connus dans le passé, et vont se retrouver acteur et victime de cette guerre, et au-delà, d'une société gangrenée par une violence sociale et de genre inouïe.

L'auteur, né en 1957 au Honduras mais qui a vécu entre Le Salvador et le Mexique et se trouve encore en exil, a eu des sympathies pour la guérilla mais s'en est éloigné de par son sectarisme stalinien. Son parti pris est de raconter sans juger, de la façon la plus neutre possible, sans presque de détails sur les circonstances, ce qui rend le récit d'autant plus poignant, et la dénonciation d'autant plus globale. Les responsables ne sont pas ses personnages, même quand, comme le vieux catcheur, ils agissent pour le compte de plus puissant qu'eux.

Les personnages ne sont que leurs actions, l'écriture, très directe et sans description, nous montre un monde dans lequel les êtres humains se débattent pour le rester, un monde à renverser de toute urgence.

Mónica

le planning familial fête ses 60 ans

SIMONE FOR EVER

Veil... De Beauvoir... Iff...

pour la contraception et l'avortement
60 ans d'avancées
60 ans de menaces
Aujourd'hui où en est-on ?

Réunion-débat avec Hélène Cesbron, médecin et le Planning Familial 33

Le Mardi 8 Mars 2016

De 20h à 23h au Hâ 32

32 rue du Hâ, 33000 Bordeaux
Tram A et B, arrêt Hotel de Ville
Informations : 05 56 44 00 04 - mfpf-ad33@wanadoo.fr

Le Mouvement du Planning Familial, association féministe d'éducation populaire fête cette année ses 60 ans d'existence.

Créée en 1956 sous le nom de « La Maternité heureuse », l'association réunissait des femmes et des hommes décidés à faire changer la loi de 1920 qui qualifiait l'avortement de crime (passible de la peine de mort) et interdisait l'utilisation et la diffusion de tout moyen contraceptif en France.

En 1960, l'association devient le Mouvement Français pour le Planning Familial, qui aujourd'hui, lutte pour le droit à la contraception, à l'avortement, à l'éducation à la sexualité, à l'égalité filles-garçons, femmes- hommes. Au Planning, on prend en compte toutes les sexualités, on dénonce les stéréotypes de genre et on combat toutes les formes de discriminations et de violences sexistes, racistes, homo-lesbo-bi-transphobes.

Dans un contexte de remise en cause des droits des femmes par les intégristes et l'extrême droite (manif pour tous, anti-genre, anti-IVG….), il est plus que jamais nécessaire de soutenir le Planning car il est précieux

- pour les femmes et les jeunes... qu'on accueille, écoute,
- pour les séances d'éducation à la sexualité et à l'égalité qu'on anime,
- pour les professionnels qu'on sensibilise ou/et forme….

Au Planning, on s'appuie sur nos pratiques quotidiennes (520000 personnes en contact avec le Planning nationalement en 2014), ce qui nous donne un réel poids politique dans les actions et les luttes que nous menons (souvent avec d'autres), en direction des pouvoirs publics, des politiques, au niveau international, pour changer les rapports sociaux de sexe, pour une société d'égalité et d'émancipation. Ça fait 25 ans que je milite activement au Planning, je prends beaucoup de plaisir aux luttes collectives …

ET parfois même on gagne !

Le Planning a besoin de vous ! Alors n'hésitez pas à adhérer, faire un don, venir militer avec nous…

Monique